



ICDT INVEST DAY N'DJAMENA
22-23 Octobre 2024

FICHE D'IDENTIFICATION DES PROJETS DU MINISTRE DE L'ENERGIE

ENERGIE			
	Projets	Cout (Fcfa)	Coût (en euro)
1	Construction d'une centrale à pétrole brut et les annexes de transformation et de transmission	110 000 000 000	167 795 729
2	Construction de la centrale thermique de 32 MW bicom bustible de N'Djamena	110 000 000 000	167 795 729
3	Construction d'une Centrale Thermique de 50 MW fonctionnant au Gaz Naturel Liquéfié (LNG) à N'Djaména	16 000 000 000	24 406 651
4	Construction d'une centrale solaire photovoltaïque 30 MW crêtes avec 20 MW stockage et une sous-station de transport à Gassi	19 732 000 000	30 099 503
5	Construction de petites centrales photovoltaïques pour 120 hôpitaux de districts	12 200 000 000	18 610 072
6	Construction des centrales solaires de 5MWc et des mini-réseaux électriques dans les chefs-lieux de provinces	99 000 000 000	151 016 156
7	Finalisation du Projet d'Energie Solaire pour le Développement Rural du Tchad (PESDRT)	76 700 640 000	117 000 362
8	Parachevement des actions du Projet Interconnexion Electrique Tchad-Cameroun	32 702 132 842	49 884 347
#	Total	476 334 772 842	726 608 548



ICDT INVEST DAY N'DJAMENA 22-23 Octobre

FICHE D'IDENTIFICATION DES PROJETS DU MINISTERE DE LA SANTÉ PUBLIQUE

1. Projet de construction d'un Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS)

Ministère porteur du projet	Ministère de la Santé Publique
Justification	<p>Le Centre National de Transfusion Sanguine (CNTS) créé par la loi N° 27/PR/96 et placé sous la tutelle du Ministère de la Santé Publique aux termes du décret n°280/PR/PM/MSP/2007 du 22 Février 2008 confère la charge d'organiser la transfusion sanguine sur l'ensemble du territoire national en assurant le prélèvement, la préparation, le stockage et la distribution du sang et ses dérivés. Contribuer à la recherche, à la formation et au recyclage du personnel de la transfusion sanguine. Garantir la disponibilité du sang dans les formations sanitaires publiques et privées. Assurer la supervision technique et/ou administrative des Centres Provinciaux de Transfusion sanguine, des Postes de Transfusions et des Banques de Sang. Fabriquer et/ou distribuer les réactifs de groupage sanguin et de dépistage des maladies infectieuses. Etablir une nomenclature et de contrôler la qualité des produits et fournitures fabriqués, importés ou conditionnés. Mais force est de constater qu'après plusieurs années d'existence, le CNTS n'est pas parvenu à atteindre ses objectifs. Ce qui a motivé plusieurs diagnostics/Audits sans complaisance fait par des experts nationaux assisté par l'OMS Bureau Pays et internationaux (Expertise – France notamment) pour but :</p> <ul style="list-style-type: none">- D'identifier les maux qui minent le bon fonctionnement du CNTS- De proposer des solutions en vue de remédier à la situation. <p>Le présent projet de construction est l'un des éléments clés qui découle de ces analyses, et vise à contribuer à la réduction de la morbidité et de la mortalité au niveau des couches vulnérables que sont les femmes et les enfants, et plus spécifiquement de Rendre disponible le Sang et ses Composant Labiles de qualité à la population Tchadienne, et à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.</p> <p>Il se propose de remplacer l'actuel système transfusionnel en cours basé sur les laboratoires de nos Hôpitaux incluant près de 94 sites dits de transfusion, et qui ne répondent pas aux besoins en sang exprimés. Mieux, un tel système</p>



	<p>représente plutôt un danger pour la santé publique, tant il se déroule dans des conditions des plus précaires et très rudimentaire de la transfusion sanguine. Le projet accompagnera en outre nos différents Hôpitaux Universitaires et de Références nouvellement créées pour des prestations optimales qu'exigent des prestataires de plus en plus spécialités, prenant en charge des pathologies qui nécessitent des produits sanguins hautement sécurisés, transformés au besoin et spécifiques à chaque patient. Un tel projet nécessite pour sa propre survie de prendre en compte les autres aspects indispensables pour sa pérennité et l'atteinte de ses objectifs.</p>
Zones d'intervention	Ndjamena
Durée	5 ans
Secteurs d'activités	Santé
Objectif global	Construire et équiper un Centre National de Transfusion Sanguine afin de mettre en place un réseau de Banque de Sang.
Objectifs spécifiques	<p>Construire et équiper :</p> <ul style="list-style-type: none">- Un centre national de transfusion sanguine (CNTS) à N'Djamena ;- Deux (02) centres provinciaux de transfusion sanguine (CPTS) à Abéché et Moundou ;- Dix (10) Banques du sang dans quelques Hôpitaux de district ;- Rendre disponible les ressources humaines en quantité et en qualité.
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">- Les infrastructures sont construites et équipées aux normes ;- Les ressources humaines qualifiées sont disponibles ;- Le cadre normatif et institutionnel est complet et adapté à la transfusion sanguine ;- Toutes les structures de transfusion sanguine respectent les directives de bonnes pratiques transfusionnelles.
Principaux bénéficiaires	Toute la Population tchadienne, tout âge confondu.
Composantes	<ul style="list-style-type: none">- Construction et équipement d'un Centre National de Transfusion Sanguine à N'Djamena- Construction et équipements de Centres Provinciaux de transfusion Sanguine dans les 23 Provinces,- Construction et Equipements des Banques de Sang dans les Hôpitaux de District,- Renforcement des capacités en ressources humaines qualifiées (formation et/ou recyclage).
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Oui



Coût total :	<ul style="list-style-type: none"> - 1 CNTS est de 2 000 000 000 FCFA ; - 2 CPTS est de 2 400 000 000 FCFA ; - 15 Banque de sangs 8 250 000 000 FCFA.
Financement acquis	0
Financement recherché	Néant 12 650 000 000 FCFA
Type de partenariat recherché	Bi et Multilatéral et PPP
Contacts	DABSOU GUIDAOUSSOU, 66 27 82 16 Fonction : Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique. DEGUEM KASSIRE COUMAKOYE, 62 44 58 00, Point Focal : élaboration des Fiches de Projet Santé/ Business Forum ANIE-CIDC

2. Projet de construction d'une Usine Pharmaceutique pour une production locale des médicaments

Ministère porteur du projet	Ministère de la Santé Publique
Justification	<p>Le manque d'une unité de production pharmaceutique au Tchad constitue un handicap dans la disponibilité et le contrôle des produits essentiels et générique.</p> <p>Au vu des difficultés que le pays traverse en matière de procédures d'acquisition, de contrôle et de stockage des médicaments, il est prévu au cours de mise en œuvre du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS 4) la construction d'une usine pharmaceutique, d'une Centrale Pharmaceutique d'Achats, des Pharmacies Provinciales d'Approvisionnement. La réalisation des ouvrages permettra au pays</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) d'élargir l'accès des populations aux produits pharmaceutiques de qualité et à moindre coût ; 2) de mettre en place des points de vente agréés (pharmacies, dépôts...) ; 3) Contribuer à prévenir les risques épidémiques 4) de contribuer à réduire les dépenses des ménages liées aux produits pharmaceutiques ;



	<p>5) de garantir la disponibilité des produits pharmaceutiques aux pharmacies, hôpitaux et cliniques ;</p> <p>6) d'éradiquer l'importation et la vente illégales des médicaments.</p>
Zones d'intervention	Ndjamena
Durée	5 ans
Secteurs d'activités	Santé
Objectif global	Construire et équiper une Usine Pharmaceutique pour une production locale des médicaments
Objectifs spécifiques	Construire et équiper
Résultats attendus	
Principaux bénéficiaires	Toute la Population tchadienne, tout âge confondu.
Composantes	
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Oui
Coût total :	15 092 901 200 FCFA
Financement acquis	0
Financement recherché	Néant 15 092 901 200 FCFA
Type de partenariat recherché	Bi et Multilatéral et PPP
Contacts	DABSOU GUIDAOUSSOU, 66 27 82 16 Fonction : Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique. DEGUEM KASSIRE COUMAKOYE, 62 44 58 00, Point Focal : élaboration des Fiches de Projet Santé/ Business Forum ANIE-CIDC



3. Projets de Construction et équipements des structures sanitaires au Tchad

Ministère porteur du projet	Ministère de la Santé Publique
Justification	<p>La couverture en infrastructures sanitaires reste faible. Le nombre total des Centre de Santé (CS) à construire (Zone de Responsabilité sans Centre de Santé et Centre de Santé existants non conformes aux normes) est de 1192, soit 54% des besoins en CS par rapport à l'ensemble des ZR existantes. Parmi les 139 districts sanitaires, 73 DS ne disposent pas d'HD aux normes, soit 52.51% ; 6 des 23 provinces du pays ne disposent pas d'infrastructures pour les PPA. Plusieurs des infrastructures existantes au niveau des différentes provinces et districts sanitaires ne sont pas aux normes y compris les hôpitaux provinciaux (seulement six (06) sur vingt-trois (23) existants).</p> <p>En rapport aux infrastructures et aux équipements, des efforts ont permis de construire et de réhabiliter plusieurs hôpitaux et centres de santé. Cependant, la crise économique a conduit à la suspension de plusieurs travaux en cours. Ce qui limite la couverture sanitaire de la population. Plusieurs infrastructures ont pu bénéficier des équipements mais plusieurs autres équipements attendent la finition des chantiers pour être installés. D'autres infrastructures sanitaires par contre sont non achevées et/ou non équipées. Le défi actuel auquel le système de santé au Tchad est confronté est celui de l'opérationnalité effective de toutes ses structures sanitaires à travers le pays afin d'atteindre les objectifs du PNDS4 et des ODD santé.</p>
Zones d'intervention	Ndjamena
Durée	5 ans
Secteurs d'activités	Santé
Objectif global	Augmenter la couverture sanitaire en infrastructures de santé de 86% à 90%.
Objectifs spécifiques	Construire et équiper les nouvelles structures de santé : <ul style="list-style-type: none">- Trois cent (300) Centres de Santé (CS) ;- Cinquante (50) Hôpitaux de District (HD) ;- Sept (07) Hôpitaux Provinciaux ;- Formation des techniciens en maintenance hospitalière.
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">- Trois cent (300) Centres de Santé (CS) construits et équipés- Cinquante (50) Hôpitaux de District (HD) construits et équipés ;- Sept (07) Hôpitaux Provinciaux construits et équipés



Principaux bénéficiaires	Toute la Population tchadienne, tout âge confondu.
Composantes	<ul style="list-style-type: none"> - Construction des infrastructures de santé - Equipements des structures de santé - construction des structures sanitaires (travaux en arrêts)
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Oui
Coût total :	451 200 000 000 FCFA
Financement acquis	0
Financement recherché	Néant 451 200 000 000 FCFA
Type de partenariat recherché	Bi et Multilatéral et PPP
Contacts	DABSOU GUIDAOUSSOU, 66 27 82 16 Fonction : Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique. DEGUEM KASSIRE COUMAKOYE, 62 44 58 00, Point Focal : élaboration des Fiches de Projet Santé/ Business Forum ANIE-CIDC

4. Projet de Construction de l'Institut National de Santé Publique du Tchad (INSAPT)

Ministère porteur du projet	Ministère de la Santé Publique
Justification	<p>Dans un contexte sanitaire en grande souffrance, la complexité de la gestion des épidémies aggravée par la COVID19 a convaincu les autorités sanitaires tchadiennes de la nécessité de réactiver le processus de création d'un Institut National de Santé Publique du Tchad (INSAPT) par une loi N°011/PR/2020. Le décret portant organisation et fonctionnement de l'INSAPT a été adopté par le gouvernement en conseil des ministres (Décret N°2624/PT/PM/MSPP/2023). Les fonctions les plus courantes des Instituts Nationaux de Santé Publique sont : la Recherche en santé publique ; la Surveillance et renseignements sur les maladies ; la Préparation et intervention en cas d'urgence ; le Développement des personnels de santé ; l'Informatique de santé publique et la Promotion de la santé. Dans le cadre de son fonctionnement et de son organisation, l'Institut National de Santé Publique du Tchad dispose de : Un Conseil</p>



	<p>d'Administration ; Une Direction Générale ; Des Organes Techniques ; Des Organes Consultatifs. L'INSAPT est organisé en trois (3) organes techniques : • Un Centre de Veille Sanitaire (CVS) • Un Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) • Un Centre de Formation et Recherche en Santé Publique (CFRSP).</p> <p>Le Centre de Veille Sanitaire (CVS) s'occupera des opérations et informations sanitaires. De même il s'occupera de la Surveillance et renseignements sur les maladies et de la Préparation et intervention en cas d'urgence. Le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) est une institution de recherche opérationnelle, de formation, d'expertises, d'analyses médicales et biologiques, et de bio surveillance des maladies. Il jouera un rôle clé dans l'organisation et la coordination du réseau national des laboratoires de biologie médicale. Il sera responsable dans la promotion, le contrôle et le suivi de la qualité des médicaments, des réactifs et des dispositifs médicaux. Il sera responsable de la pharmacovigilance et de la matériovigilance sur l'ensemble du territoire national. Au plan international, le laboratoire intégrera le réseau international des laboratoires, en particulier celui de Africa CDC de l'Union africaine et des Instituts Pasteur. Le Centre de Formation et Recherche en Santé Publique (CFRSP), sera accrédité par les instances d'enseignement supérieur aux fins de formations diplômantes en santé publique.</p>
Zones d'intervention	Ndjamena
Durée	4 ans
Secteurs d'activités	Santé
Objectif global	Construire et équiper l'Institut National de Santé Publique au Tchad afin de développer les capacités techniques de laboratoire de Santé Publique dans la surveillance, la prévention et le contrôle des maladies.
Objectifs spécifiques	Construire et équiper : <ul style="list-style-type: none">- Le Centre de Veille Sanitaire (CVS) ;- Le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) ;- Le Centre de Formation et Recherche en Santé Publique (CFRSP).
Résultats attendus	1. Le Centre de Veille Sanitaire (CVS) est construit et équipé ;



	<p>2. Le Laboratoire National de Santé Publique (LNSP) est construit et équipé ;</p> <p>3. Le Centre de Formation et Recherche en Santé Publique (CFRSP) construit et équipé.</p>
Principaux bénéficiaires	Toute la Population tchadienne, tout âge confondu.
Composantes	
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Oui
Coût total :	<i>Coût construction : 7 244 203 776 FCFA</i> <i>Coût équipement : 6 000 000 000 FCFA</i> <i>Total : 13 244 203 776 FCFA</i>
Financement acquis	0
Financement recherché	0 <i>13 244 203 776 FCFA</i>
Type de partenariat recherché	Bi et Multilatéral
Contacts	DABSOU GUIDAOUSSOU, 66 27 82 16 Fonction : Secrétaire Général du Ministère de la Santé Publique. DEGUEM KASSIRE COUMAKOYE, 62 44 58 00, Point Focal : élaboration des Fiches de Projet Santé/ Business Forum ANIE-CIDC



ICDT INVEST DAY N'DJAMENA
22-23 Octobre 2024

FICHE D'IDENTIFICATION DES PROJETS DU MINISTRE DE LA PRODUCTION ET DE L'INDUSTRIALISATION AGRICOLE

1. Projet de Développement de 10 000 ha de la filière riziculture dans la Zone Soudano-Sahélienne au Tchad

Ministère porteur du projet	MINISTRE DE LA PRODUCTION ET DE L'INDUSTRIALISATION AGRICOLE (MPIA)
Justification	<p>L'agriculture Tchadienne a été longtemps dominée par des pratiques culturales traditionnelles extensives. Il s'agit d'une agriculture de subsistance qui utilise très peu les intrants et les équipements agricoles. Le faible rendement de la culture du riz (environ 800 kg/ha pour le riz pluvial et de 2 à 4 t/ha pour le riz irrigué), ne permet pas de satisfaire les besoins toujours croissants des populations .</p> <p>Face à cette situation, une intensification de la production du riz en campagne humide et en période de contre saison s'impose. Les efforts importants consentis depuis quelques années en matière de maîtrise de l'eau (aménagements hydro-agricoles), doivent être renforcés et accompagnés par la mobilisation des facteurs de production facilement accessibles (intrants agricoles et en particulier disposer en temps utile les semences de qualité, les produits phytosanitaires et les équipements agricoles) afin d'accroître les rendements.</p> <p>Il s'agit de promouvoir la maîtrise et la gestion durable de l'eau pour assurer la sécurité alimentaire et nutritionnelle au Tchad.</p>
Zones d'intervention	Provinces du Mayo Kebbi Est, Tandjilé, Hadjer-Lamis, Chari-Baguirmi, Logone Occidentale, Logone Orientale et Salamat
Durée	10 ans (2024-2034)
Secteurs d'activités	
Objectif global	Développer et promouvoir la filière riz en vue de contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations



	<p>rurales vulnérables, à la sécurité alimentaire et nutritionnelle ainsi que la protection durable des écosystèmes fragiles</p>
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none">▪ - Aménager 10 000 ha en maîtrise totale (une campagne de saison des pluies et une campagne contre saison) par la réalisation des travaux suivants :▪ Les stations de pompage ;▪ Le réseau de canaux d'irrigation ;▪ Le réseau de colatures ;▪ Les ouvrages statiques (franchissement, régulation, sécurité, etc.) ;▪ Les ouvrages hydromécaniques (vannes pour sectionnement et prise) ;▪ Les aménagements terminaux (planage, labour et construction des diguettes) ;▪ Les pistes de desserte interne et d'accès.▪ Construire les infrastructures socioéconomiques :▪ Un (01) ou deux (02) magasins de stockage de 200 tonnes par site ;▪ Deux (02) aires de séchage par site▪ Un (01) bâtiment servant de bureaux et centre de formation par site ;▪ Une (01) ou deux (02) latrines à deux (02) cabines par site.▪ Acquérir les matériels agricoles :▪ Deux (02) à trois (03) tracteurs de 125 à 150 CV avec les pièces travaillantes par site ;▪ Quatre (04) motoculteurs de 20 à 30 CV par site ;
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">➤ 10 000 ha en maîtrise totale d'eau sont aménagés et un mécanisme d'entretien est mis en place ;➤ Les infrastructures socioéconomiques sont construites et un dispositif d'entretien est mis en place ;➤ Les matériels agricoles (tracteurs de 125 à 150 CV, motoculteurs de 22 à 30 CV, batteuse/moissonneuse et pulvérisateurs) sont acquis ;➤ Un appui aux artisans locaux pour la maintenance des matériels agricoles est réalisé ;



	<ul style="list-style-type: none">➤ Une production annuelle de 160 000 tonnes de riz paddy est réalisée ;➤ Installation de deux (02) rizeries de capacité 50 000 tonnes dont une au MKE et le deuxième dans la Tandjilé ;➤ Transformations des sous-produits de récolte (sons et chaumes) en aliments pour bétail ; <p>Le besoin alimentaire national en riz est assuré.</p>
Principaux bénéficiaires	Investisseurs, opérateurs économiques et organisations professionnelles agricoles (Coopératives, groupements).
Composantes	<ul style="list-style-type: none">➤ Développement des aménagements hydro-agricoles et des pistes agricoles ;➤ Entretien et réhabilitation des aménagements hydro agricoles ;➤ Développement des unités de conservation/stockage, de la transformation et de la commercialisation ; <p>Coordination et gestion du projet.</p>
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Réalisée et disponible.
Coût total :	210 000 000 000 FCFA, soit 350 000 000 dollars US.
Financement acquis	0
Financement recherché	210 000 000 000 FCFA, soit 350 000 000 dollars US.
Type de partenariat recherché	PPP
Contacts	<u>SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE. Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole :</u> DG : abbouacyl@gmail.com



2. Projet de développement pour la professionnalisation et l'intensification de la production du riz à grande échelle dans la province de Tandjilé.

Ministère porteur du projet	Ministère de la Production et de l'Industrialisation Agricole (MPIA)
Justification	<p>Le riz est considéré comme la denrée la plus importante sur le plan économique dans de nombreux pays en développement, constituant un aliment de base pour environ 2,4 milliards de personnes. Il s'agit d'une culture à grande capacité d'adaptation aux différentes conditions de sol et de climat. Selon l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le riz est capable de produire 20% de l'énergie et 15% de la protéine quotidienne requises par un adulte, ainsi que des vitamines, des minéraux, du phosphore, du calcium et du fer. Au Tchad, d'après les producteurs du secteur rizicole de la zone d'intervention du projet, les rendements en riz sont faibles, les meilleurs résultats allant de 3 à 4 tonnes/ha, tandis que les productions moyennes sont de 2,5 tonnes/ha. Parmi les facteurs qui influencent négativement la productivité, il y a le contrôle insuffisant de l'irrigation, et une technique de production qui est archaïque.</p> <p>Le Projet propose des solutions les plus appropriées pour le développement du secteur, visant à cultiver à court terme une superficie de 10 000 hectares de riz en utilisant des techniques d'irrigation. Pour ce faire, le projet comptera sur les principaux facteurs-clés : i) Fourniture de machines, d'équipement et d'outils ; ii) Fourniture d'intrants pour le semis de 10 000 hectares ; iii) Transfert de technologie et gestion pendant 5 ans.</p>
Zones d'intervention	Province de Tandjilé.
Durée	05 ans (2025-2029).
Secteurs d'activités	Production Agricole
Objectif global	Proposer des technologies appropriées pour accroître la productivité du riz, rendre le secteur rizicole rentable et générateur de richesse afin de contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire du Tchad.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Préparations primaire et secondaire du sol, culture (pompage de l'eau, semis, fertilisation et pulvérisation) ;



	<ul style="list-style-type: none">➤ Récolte, stockage et transformation de la production ;➤ Opérations de maintenance des machines et équipements ;➤ Transfert au producteurs de nouvelles technologies et techniques de production rizière
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">➤ La préparation primaire et secondaire du sol est réalisée ;➤ La production est récoltée, stockée et transformée ;➤ Les machines et équipements sont maintenus Les nouvelles technologies de production sont assimilées par les producteurs du secteur rizicole
Principaux bénéficiaires	Les producteurs et productrices du riz.
Composantes	<ul style="list-style-type: none">➤ Développement des aménagements hydro-agricoles et des pistes agricoles ;➤ Entretien et réhabilitation des aménagements hydro agricoles ;➤ Développement des unités de conservation/stockage, de la transformation et de la commercialisation ;
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Etude sommaire de faisabilité disponible (réalisé en 2018 par un cabinet brésilien dénommé COSTA NEGÓCIOS E TECNOLOGIA, LTDA).
Coût total :	159 700 000 dollars US, soit : 95 820 000 000 FCFA
Financement acquis	0
Financement recherché	159 700 000 dollars US, soit : 95 820 000 000 FCFA
Type de partenariat recherché	PPP
Contacts	SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE. Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole : DG : abbouacyl@gmail.com .



3. Fiche de projet de la production des systèmes de production intégrée des maraichage – palmiers –dattiers pour la sécurité alimentaire et lutte contre la pauvreté (ppdsa)

Ministère porteur du projet	Ministère de la Production et de l'Industrialisation Agricole (MPIA)
Justification	<p>Le Tchad est un pays situé au cœur de l'Afrique et couvre une superficie de 1 284 000 km². Il est doublement enclavé (sur le plan interne et externe). Ainsi, les distances séparant les différentes provinces du pays sont trop grandes alors que les routes bitumées sont insuffisantes et il n'y a pas de chemin de fer. De même, les ports maritimes des pays frontaliers sont très éloignés de la capitale du pays, le plus proche étant celui de Douala (Cameroun) situé à plus de 1700 km de N'Djaména.</p> <p>Le pays renferme trois zones climatiques : une zone désertique (ou saharienne) au Nord qui représente 47% de la superficie totale du pays avec une pluviométrie moyenne de 50 millimètres par an ; une zone sahélienne au centre (43% de la superficie totale) avec une pluviométrie variant autour de 900 millimètres et une zone soudanienne au Sud (10% de la superficie totale) avec une pluviométrie oscillant entre 900 et 1100 millimètres.</p> <p>Cependant, l'agriculture reste l'activité dominante dans les zones sahélienne et soudanienne et l'élevage dans les zones saharienne et sahélienne.</p> <p>En ce qui concerne l'écosystème, le Tchad a un réseau fluvial avec des eaux très poissonneuses, constitué de deux fleuves et de cinq principaux lacs. Le réseau fluvial est constitué du Chari qui coule sur 1 200 km depuis la République Centrafricaine et son principal affluent le Logone qui prend sa source au Cameroun et s'étend sur 1 000 km. Ils sont en partie navigables quatre mois par an.</p>



	<p>Les principaux lacs du pays sont : le Lac Tchad, le Lac-Fitri, le Lac-Iro, le Lac- Léré et le Lac-Tikem.</p> <p>En outre, le Tchad dispose de 600 000 hectares de forêts et 400 000 hectares de parcs nationaux. Les parcs les plus importants offrant des variétés d'espèces sont le parc national de Zakouma dans la province du Salamat et celui de Manda dans la province du Moyen-Chari.</p> <p>S'agissant de la situation démographique, la population du Tchad est estimée à 11 039 873 habitants en 2009 selon RGPH 2009 contre environ 6 279 931 habitants en 1993 (RGPH 1993). Cette population a atteint 15 162 044 habitants en 2018 selon les projections de l'Institut National de la Statistique, des Études Économiques et Démographiques (INSEED, 2014, hypothèse moyenne). Le taux d'accroissement de cette population est passé successivement de 1,4 % en 1964 (Service de Statistique, 1966), à 2,5 % en 1993 (BCR, 1995), à 3,6 % en 2009 (résultats globaux, RGPH2, 2012) et pourrait s'établir à 3,4 % en 2020 selon les projections de l'INSEED publiées en 2014. La densité moyenne de la population est passée de 4,9 habitants au Km² en 1993 (RGPH1, BCR, 1993) à 8,6 habitants au Km² en 2009 (RGPH2, INSEED, 2009). La population féminine (51% de l'effectif total) est supérieure à la population masculine (49 %).</p> <p>Par ailleurs, en 2009, la population âgée de moins de 15 ans représentait environ 51% de la population totale, celle de 15-59 ans représente 47% et les 60 ans et plus représente 3%. Ce qui montre que la population tchadienne est principalement jeune et cela constituerait donc un atout pour le développement si ses capacités sont bien renforcées et exploitées.</p>
Zones d'intervention	Provinces du Borkou ; Ennedi-Est ; Ennedi- Ouest ; Tibesti et Kanem
Durée	2025-2030 (06) ans
Secteurs d'activités	Production Agricole
Objectif global	Il s'agit d'engager une réflexion sur la relance de la filière dattes au Tchad, afin d'en faire un levier de croissance et de lutte contre la pauvreté et l'insécurité alimentaire et d'améliorer la balance des paiements. Par ailleurs, il s'agit d'identifier des créneaux pouvant inciter le Secteur Privé à investir pour contribuer à asseoir les bases durables d'une



	<p>filière porteuse comme celle des dattes dont l'abondance et les possibilités de conditionnement et de transformation sont réelles.</p>
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none">• améliorer le revenu des producteurs oasiens et avec la création d'activités supplémentaires susceptible d'accroître la fixation et la stabilité de la population dans les régions de production ;• valoriser les 25% de dattes déclassées et les écarts de la récolte qui sont aujourd'hui perdus soit très mal utilisés ;• préserver la production des dattes fraîches à travers un conditionnement et un stockage adéquat dont la consommation est actuellement saisonnier alors qu'elle peut bien s'étaler moyennant un accompagnement dans la conservation. Il s'agit d'étaler dans le temps la vente de ce type de produit ;• traiter et conditionner les dattes sèches en vue d'améliorer leur présentation à la vente surtout si la datte tchadienne doit explorer les marchés internationaux ;• inciter à la création dans les différentes oasis des unités industrielles de conditionnement de conservation et de transformation des dattes en vue de donner de la valeur ajoutée à ce produit ; <p>concrétiser les relations fonctionnelles des différents maillons de la chaîne Producteurs, collecteurs, transformateurs et vendeurs</p>
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">• Les palmiers dattiers des palmeraies existants sont réhabilités et un million de plantation reconverties ;• 1000 ha de nouvelles plantations sont créés en zones oasiennes et hors zones• Kits d'irrigation goutte à goutte sont mis en place ;• De nouvelles variétés de palmiers dattiers à haut rendement sont introduites ;



	<ul style="list-style-type: none">• Des groupements d'intérêt économique sont créés et formés en techniques phoenicoles ;• Le matériel et intrants agricoles sont mis en place ; 1500 km de routes en terre battue sont aménagés.
Principaux bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none">• les producteurs en premier lieu ;• les fournisseurs ;• les grossistes ;• les transporteurs ;• les transformateurs, et enfin les consommateurs.
Composantes	<ul style="list-style-type: none">• Développement des infrastructures d'irrigation ;• Réhabilitation et introduction de nouvelles variétés ;• Appui aux producteurs ;• Gestion de projet
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	disponible
Coût total :	15.859.000.000 FCFA (24.200.390,649 euros)
Financement acquis	
Financement recherché	
Type de partenariat recherché	Partenariat Public Privé
Contacts	SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE. Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole : DG : abbouacyl@gmail.com .



4. Projet de développement de la filière sésame au Tchad.

Ministère porteur du projet	Ministère de la Production et de l'Industrialisation Agricole (MPIA)
Justification	<p>Le sésame est cultivé comme une activité secondaire dans les régions soudaniennes et au centre du Tchad depuis les années 1930. Ces dernières années, la culture du sésame prend de plus en plus de l'importance, suite en partie, aux difficultés que connaît la culture du coton. En effet, au vu des difficultés à vendre les quantités de coton récoltés, bon nombre de paysans préfèrent le sésame comme culture de rente. Cet attrait a porté le volume de sa production à 204 801 tonnes au cours de la campagne agricole 2020-2021 selon les estimations de la Direction de la Production et de la Statistique Agricole (DPSA).</p> <p>A cause de son faible niveau de transformation, seulement 20% de la production de sésame est consommé au niveau national. Le reste de la production est exporté vers le Cameroun, le Nigéria, le Soudan, la RCA et dans une moindre mesure le Bénin. Identifié dans la deuxième Etude Diagnostique sur l'Intégration du Commerce comme une filière porteuse, l'augmentation de la quantité produite au niveau national qui évolue en parfaite cohérence avec la demande mondiale est de bonne augure pour contribuer aux objectifs de sécurité alimentaire et réduction de la pauvreté des producteurs.</p> <p>Au vu de ces potentialités il est évident que les appuis techniques, matériels et financiers en faveur des acteurs développeront la filière dans les volets de la transformation industrielle ou semi-industrielle.</p> <p>L'augmentation de la quantité transformée augmentera également les marges des acteurs tout au long de la filière et contribuera aux objectifs de sécurité alimentaire et de réduction de la pauvreté.</p> <p>C'est la raison pour laquelle le projet de renforcement de la filière sésame au Tchad est retenu.</p>



Zones d'intervention	Provinces du Moyen Chari, Mandoul et le Logone oriental.
Durée	05 ans (2025-2029).
Secteurs d'activités	Production Agricole
Objectif global	Augmenter la quantité et la qualité du sésame commercialisé au niveau national et à l'export, en garantissant le développement d'une filière efficace et une répartition équitable de la valeur entre les acteurs, afin que la filière participe au développement national.
Objectifs spécifiques	<ul style="list-style-type: none">➤ Le renforcement de la productivité et de la durabilité de la filière sésame ;➤ L'organisation de la commercialisation pour une efficacité et une garantie de la répartition équitable des revenus ;➤ La Sécurisation des débouchées par la promotion de l'export, de la consommation nationale et de la transformation ;➤ L'intégration des autres régions du pays qui sont propices à la culture du sésame, mais négligées jusqu'à présent, dans la stratégie de développement de la filière.
Résultats attendus	<ul style="list-style-type: none">➤ La productivité et la durabilité de la filière sésame sont renforcées;➤ Les différents maillons de la chaîne de commercialisation sont efficacement organisés ;➤ Les débouchées de la filière sésame sont sécurisées;➤ Une forte interprofession existe; <p>Les autres régions du pays qui sont propices à la culture du sésame sont prises en compte.</p>
Principaux bénéficiaires	<ul style="list-style-type: none">➤ Les producteurs ;



	<p>➤ Les Consommation ; Les Investisseurs privés.</p>
Composantes	<ul style="list-style-type: none">➤ Renforcement de la productivité et de la durabilité des cultures ;➤ Organisation de la commercialisation;➤ Prise en compte de la filière sésame dans d'autres zones du pays propices à la culture du sésame;➤ Coordination du projet. <p>•</p>
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Etude de faisabilité disponible.
Coût total :	2 187 560 400 FCFA, soit 3 645 934 dollars US
Financement acquis	0
Financement recherché	2 187 560 400 FCFA, soit 3 645 934 dollars US
Type de partenariat recherché	Partenariat Public Privé
Contacts	SECRETARIAT GENERAL DU MINISTERE. Direction Générale du Génie Rural et de l'Hydraulique Agricole : DG : abbouacyl@gmail.com SG/DGPAF-MPIA



5. Idées de projets industriels dans le domaine de agriculture

AGRICULTURE			
	Projets	Cout estimatif (en Fcfa)	Coût estimatif (en Euro)
1	Construire l'usine de production de pâtes alimentaires (PDIDE)	5 000 000 000	7 627 079
2	Construire deux (2) Usines de triage, concassage et raffinage de la gomme arabique avant exportation	15 000 000 000	22 881 236
3	Construire trois usines industrielles d'huilerie de sésame et Unités de nettoyage et conditionnement avant exportation	10 000 000 000	15 254 157
4	Construire deux (2) unités industrielles de transformation du Karité (huileries-savonneries et cosmétiques en partenariat avec marques de référence mondiale	5 000 000 000	7 627 079
#	Total	35 000 000 000	53 389 550



ICDT INVEST DAY N'DJAMENA 22-23 Octobre 2024

Fiches d'identification des projets du Ministère de l'Elevage (Projet d'Appui à l'Industrie Animale)

ELEVAGE			
Complexes frigorifiques est abattoirs modernes			
	Désignation	Coût (en FCFA)	Coûts (en euro)
1	Complexe frigorifique et abattoir moderne de 20 000 T/an à Ati, Bongor, Abeche, Sarh, et Bol	171 386 132 696	261 435 100
2	Complexe frigorifique et abattoir moderne de 40 000 T/an à Amndjarass	37 127 911 288	56 635 499
3	Complexe frigorifique et abattoir moderne de 10 000 T/an	31 850 000 000	48 584 490
4	Complexe Avicole Koundoul	34 825 400 000	53 123 212
Complexes Industriels Laitier			
5	Complexes industriels de 1 000 000 litres lait/jour à Ati et Amtiman	39 595 644 750	60 399 819
6	Complexe laitier de 2 000 000 litres de lait/jour	21 917 016 504	33 432 561
Provenderies			
7	Usines d'Aliment betail Koumra, Djarmaya, Amtiman	23 554 294 044	35 930 090
Fermes			
8	Construction des boucheries dans le chef lieu des province	6 750 000 000	10 296 556
9	Usine pharmaceutique veterinaire	24 000 000 000	36 609 977
10	Tanerie industrielle de Moundou	5 159 552 975	7 870 463
#	Neuf projets	391 006 399 282	604 317 769



**ICDT INVEST DAY N'DJAMENA
22-23 Octobre 2024**

**FICHE D'IDENTIFICATION DES PROJETS DU MINISTRE DES
INFRASTRUCTURES**

INFRASTRUCTURES			
	Projets	Coût (en FCFA)	Coût (en Euro)
1	Projet d'aménagement et bitumage de la route N'Djaména -Bilala -Ati	42 519 783 844	64 856 389
2	Projet d'aménagement et bitumage de la route N'Goura- N'Djaména -Bilala	7 304 843 354	11 142 243
3	Projet d'aménagement et bitumage de la route Ndjaména- Dourbali	19 973 234 446	30 465 627
4	Amenagement de la route Ngouri-Mao	48 000 000 000	73 215 487
5	Amenagement et bitumage de la route Liwa-Rig Rig	1 800 000 000	2 745 581
6	Amenagement et bitumage de la route Djoumane- Lai- Gabri Ngolo	50 530 017 600	77 074 580
7	Amenagement et bitumage Mongo-Aboudéïa-Am timan	196 500 000 000	299 725 900
8	Amenagement et bitumage Am zoer-Guéréda-Iriba-Amdjarass avec brettelle Tiné-Frontière Soudan	212 950 000 000	324 817 457
9	Projet d'aménagement et de bitumage du tronçon Kelo-Pala (109 km) de la route kelo-Pala- Léré-Frontière Cameroun	9 795 672 641	14 941 561
10	Aménagement et Bitumage Singako-Am -Timan	12 660 788 397	19 311 787
11	Projet de Réhabilitation et élargissement de la route N'Djaména-Djermaya à 2x2 voies	47 250 000 000	72 071 495
	14 projets	649 284 340 281	990 368 107



ICDT INVEST DAY N'DJAMENA 22-23 Octobre 2024

Fiches d'identification des projets du Ministère du pétrole, des Mines et de la Géologie

1. Projet de Construction d'une Raffinerie Complexe et Pétrochimique

Ministère porteur du projet	MINISTERE DU PETROLE, DES MINES ET DE LA GEOLOGIE
Justification	<p>Parallèlement à l'expansion et au développement de l'économie tchadienne, la demande nationale en produits pétroliers et leurs dérivées, notamment le diesel, le super, le GPL et le polypropylène s'est rapidement accrue. En outre, du fait de l'utilisation accrue de ces produits finis pour répondre au besoin croissant du Tchad en électricité, en bitume, la demande a atteint son paroxysme. Cette augmentation de la demande des produits pétroliers et ses dérivés représente l'un des défis les plus importants auquel l'industrie du pétrole et du gaz tchadienne est confrontée. Le Tchad abrite une (01) seule raffinerie qui fonctionne. Cependant du fait de la demande croissante en produits pétroliers, cette raffinerie ne peut fournir tous les produits dont le Tchad a besoin. Le Tchad doit compter de plus en plus sur l'importation afin de satisfaire les besoins nationaux.</p> <p>Afin de répondre aux besoins croissants du Tchad et permettre de réduire la dépendance tchadienne vis-à-vis de l'importation une deuxième raffinerie complexe et pétrochimique s'avère nécessaire.</p>
Zones d'intervention	REPUBLIQUE DU TCHAD
Durée	UN (01) ANS
Secteurs d'activités	SECTEUR PETROLIER AVAL
Objectif global	ACCROITRE LA PRODUCTION EN PRODUITS PETROLIERS ET SES DERIVES
Objectifs spécifiques	<p>Rendre disponible les produits pétroliers et ses dérivés ; Booster inéluctablement les secteurs aval pétroliers, l'énergie et les infrastructures, en tant que levier du développement socio-économique et industriel dans notre pays ;</p>

	Satisfaire la demande nationale, notamment la partie méridionale du pays et couvrir en partie les exportations vers les États voisins, telle que la République Centrafricaine.
Résultats attendus	L'autosuffisance énergétique du pays est assurée
Principaux bénéficiaires	La population tchadienne et l'excédent sera exporté vers les pays limitrophes
Composantes	
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Etude de faisabilité datant depuis 2015 est disponible
Coût total : Financement acquis Financement recherché	400 000 000 000 milliards de FCFA <u>N.B.</u> : Le projet de construction de la raffinerie est en quête de financement global d'un montant ci-haut précisé
Type de partenariat recherché	PARTENARIAT PUBLIC-PRIVE
Contacts	M. Djimtobaye Forest, Directeur General des Hydrocarbures Tél : 66 27 31 56

2. Projet de création d'une base de donnée centralisée pour la gestion des réserves en hydrocarbures

Ministère porteur du projet	Ministère du Pétrole, des Mines et de la Géologie.
Justification	<ol style="list-style-type: none"> 1. Gestion Efficace des Ressources : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les hydrocarbures constituent une ressource précieuse qui nécessite une gestion rigoureuse. La création de bases de données permettra d'enregistrer avec précision les réserves, la production, la consommation et les exportations. 2. Transparence et Lutte contre la Corruption : <ul style="list-style-type: none"> ○ La disponibilité d'informations claires et accessibles sur les ressources pétrolières et gazières peut réduire les risques de corruption. Ceci est particulièrement essentiel dans les pays où les ressources naturelles sont souvent mal gérées. 3. Planification et Stratégie : <ul style="list-style-type: none"> ○ Les données sur la production et l'exportation permettront aux décideurs d'élaborer des politiques éclairées et des stratégies de développement durable pour l'économie nationale.

	<p>4. Attraction d'Investissements Étrangers :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Des bases de données fiables et bien gérées peuvent attirer des investisseurs étrangers en leur fournissant des informations sur les opportunités d'investissement et les conditions du marché. <p>5. Suivi Environnemental :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Le secteur des hydrocarbures a un impact significatif sur l'environnement. Disposer de données sur les pratiques environnementales et les impacts peut aider à mettre en place des mesures de mitigation. <p>6. Réponse aux Défis Mondiaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Dans un contexte où les enjeux climatiques sont croissants, une base de données sur les hydrocarbures peut aider à anticiper les défis liés à la transition énergétique, en évaluant l'impact des politiques énergétiques sur la durabilité.
Zones d'intervention	N'Djamena
Durée	Deux (2) ans.
Secteurs d'activités	TIC appliquée au secteur pétrolier
Objectif global	Créer une base de données robuste et évolutive qui centralisera et structurera les données d'une organisation afin d'améliorer l'accès à l'information, d'optimiser les opérations et de soutenir la prise de décision.
Objectifs spécifiques	<p>1. Analyse des besoins :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Réaliser une étude détaillée des besoins des utilisateurs pour définir les types de données à collecter et les relations entre elles. <p>2. Conception de la base de données :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Développer un schéma conceptuel et logique de la base de données qui respecte les normes de normalisation pour minimiser la redondance et assurer l'intégrité des données. <p>3. Choix de la technologie :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Sélectionner un Système de Gestion de Base de Données (SGBD) adapté aux besoins de l'organisation, en tenant compte de la scalabilité, de la sécurité et des coûts. <p>4. Mise en œuvre et intégration :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Procéder à la création physique de la base de données et s'assurer de l'intégration avec les systèmes existants. <p>5. Formation des utilisateurs :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Former les utilisateurs finaux à l'utilisation de la base de données pour garantir une adoption

	<p>efficace et une exploitation optimale des fonctionnalités.</p> <ol style="list-style-type: none"> 6. Sécurité des données : <ul style="list-style-type: none"> ○ Mettre en place des mesures de sécurité pour protéger les données sensibles contre les accès non autorisés et les pertes de données. 7. Mise en place de sauvegardes : <ul style="list-style-type: none"> ○ Développer un plan de sauvegarde et de récupération des données pour assurer la continuité des opérations en cas de défaillance. 8. Évaluation et amélioration continue : <ul style="list-style-type: none"> ○ Établir des indicateurs de performance pour évaluer l'efficacité de la base de données et mettre en œuvre une démarche d'amélioration continue. <p>Conclusion Ces objectifs doivent être adaptés au contexte spécifique de l'organisation et aux attentes des parties prenantes. Ils permettent de structurer le projet et d'assurer son succès à long terme.</p>
<p>Résultats attendus</p>	<p>Sur le Plan National</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Amélioration de la Gouvernance: <ul style="list-style-type: none"> ○ Les données permettront une meilleure gouvernance des ressources naturelles, favorisant une gestion plus responsable et transparente. 2. Développement Économique: <ul style="list-style-type: none"> ○ En facilitant une meilleure gestion de l'industrie des hydrocarbures, le projet peut contribuer à la croissance économique nationale, créant des emplois et stimulant d'autres secteurs. 3. Soutien aux Politiques Publiques: <ul style="list-style-type: none"> ○ Avec des données fiables, le gouvernement pourra mieux orienter ses politiques publiques, en particulier liées à l'énergie, à l'environnement et à l'économie. 4. Renforcement des Capacités Locales: <ul style="list-style-type: none"> ○ La mise en place des bases de données peut aussi être accompagnée de formations pour le personnel local, augmentant ainsi les compétences techniques et professionnelles. <p>Sur le Plan International</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Accroissement de la Visibilité Globale: <ul style="list-style-type: none"> ○ Un pays avec des bases de données bien organisées sera mieux positionné sur la scène internationale pour négocier des accords et des partenariats avec d'autres pays. 2. Coopération Internationale: <ul style="list-style-type: none"> ○ Engager des échanges d'informations et de données avec d'autres pays producteurs permettra un partage des meilleures pratiques,

	<p>une standardisation des méthodes et une amélioration globale du secteur.</p> <p>3. Engagement envers les Objectifs de Développement Durable (ODD):</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Candidater sur les plateformes internationales comme le Programme des Nations Unies pour le développement, afin de démontrer l'engagement du pays à respecter les ODD, en particulier ceux liés à la durabilité et à la lutte contre le changement climatique. <p>4. Renforcement de la Position sur les Marchés Internationaux:</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Une gestion efficace des hydrocarbures reposant sur des données précises peut renforcer la position du pays en tant qu'acteur clé sur le marché mondial des énergie.
Principaux bénéficiaires	Le Tchad et ses partenaires
Composantes	
Disponibilité de l'étude de Faisabilité	Plan stratégique pour le développement du secteur des hydrocarbures 2024-2028
Coût total : Financement acquis Financement recherché	Quatre cent millions (400.000.000) de Fr CFA.
Type de partenariat recherché	Public-Privé
Contacts	M. Djimtobaye Forest, Directeur General des Hydrocarbures Tél : 66 27 31 56

3. Projet minier

MINES			
	Projets	Coût (en FCFA)	Coût en euro
	Construction de Trois(3) raffineries de métaux précieux	90 000 000 000	137 287 414
Un projet			